



Rapport d'ouverture de la Conférence - au 05/10/2026 (Christophe Couderc)

En ouverture de la 14ème Conférence de notre UFR, je tenais avant tout à vous remercier pour votre présence nombreuse qui s'il en était besoin démontre la vitalité de notre Union Fédérale des Retraités.

Notre conférence s'ouvre ce 6 octobre, nouvelle journée de mobilisation de la jeunesse et plus particulièrement des lycées et étudiants.

Depuis plusieurs jours, la jeunesse se mobilise pour obtenir de meilleures conditions d'études, des créations de postes d'enseignants, la diminution des effectifs par classe, l'abrogation de parcours sup, des bourses pour toutes et tous.

Leurs revendications sont les nôtres.

Je vous propose que notre 14ème Conférence apporte son total soutien à leur mobilisation.

Nous sommes bien entendu solidaires et partie prenante (notre fédération a déposé un préavis de grève pour aujourd'hui et nous avons décidé de boycotter le CCFP qui devait se réunir aujourd'hui).

Une fois de plus, au lieu d'ouvrir des négociations et répondre à la légitimes colères de la jeunesse ce gouvernement, comme d'autre avant lui utilise la force et la répression, comme cela avait été fait lors de la mobilisation contre la réforme des retraites, contre le mouvement es gilets jaunes.

Nous dénonçons bien entendu avec la plus grande fermeté la répression policière.

Je ne peux également débiter ce rapport d'ouverture, sans aborder la situation climatique de ces derniers mois, marquée par une succession de périodes de canicule.

Cette situation abime les corps et les âmes.

Les fortes chaleurs de l'été 2026 ont causé de 7.300 décès en France (20/08). Les retraité.es sont parmi les premières victimes, pour près de trois quarts et souvent à domicile, ce qui pose la nécessaire création d'un service public du maintien à domicile.

Plus on est pauvre, malade, âgé, handicapé, travailleur, plus on est pris au piège de la montée des températures.

Le réchauffement climatique, que certains continuent encore de contester, amplifie les inégalités et remet en cause l'exercice des droits fondamentaux à la vie, à la santé et à un environnement sain.

La situation que nous vivons était prévisible, scientifiquement documentée.

Le dérèglement climatique a également des conséquences colossales sur la nature : sécheresse, incendies, orages et inondations dévastateurs, élévation du niveau des océans et des mers. Sans oublier la fonte de glaciers à l'exemple ce qui s'est passé au Népal et en Chine.

Au 1^{er} août, 63 % des nappes phréatiques présentaient des niveaux sous les normales.

L'été 2026 aura été marqué par d'importants incendies en Gironde, dans le Var, la Drôme, l'Aude, la forêt de Fontainebleau, sans oublier les Landes..., mais y compris dans des régions qui jusqu'alors étaient épargnées, provoquant un véritable drame humain et écologique.

Dans les pays de l'Europe occidentale (France, Espagne, Portugal, Belgique) au total 480.000 hectares sont partis en fumée.

Ici à Mimizan au cœur des Landes durement touché cet été par les incendies, nous exprimons notre soutien aux familles et aux proches des 4 pompiers décédés en luttant contre les flammes en juillet dernier.

Nous apportons notre solidarité et notre gratitude aux pompiers, aux agents territoriaux et publics, aux élus locaux qui ont lutté sans relâche durant plusieurs jours et nuits contre les flammes et leurs conséquences. Une fois de plus les services publics territoriaux ont été en première ligne.

Nous sommes bien entendu pleinement solidaires et partie prenante de la mobilisation de nos collègues sapeurs-pompiers.

Cette dernière s'inscrivant plus largement dans le processus de mobilisation contre les politiques d'austérité qui frappent au premier chef les services publics et les agents de la fonction publique à l'exemple de la journée de grève du 29/09.

Pendant ce temps, le budget des armées française augmente fortement pour atteindre 76,3 Milliards en 2030, soit 2,5 % du PIB, afin de financer la guerre !

Rien que sur l'année 2026, le budget du ministère de la défense a augmentée de 6,5 Milliards.

Chaque loi de finances est l'occasion de donner un coup de rabot supplémentaire dans la dépense publique, les services publics, la Fonction publique.

Un exemple, pour illustrer mon propos : En 1983, la France disposait de 24 canadairs. Aujourd'hui elle n'en possède de 12 dont près de la moitié est clouée au sol, faute de pièces de rechanges. Nous n'oublions pas qu'en 2024, un certain Gabriel Atal Premier Ministre de l'époque a annulé la commande de deux canadairs !

Mais le réchauffement climatique et ses conséquences ne sont pas propres à la France.

Le capitalisme, la financiarisation et la course au profit organisent l'épuisement de la planète et l'aliénation des femmes et des hommes.

Comme l'a écrit le poète chilien, Pablo Neruda « le capitalisme et l'impérialisme se couvrent d'un masque dit du « monde libre » et sous ce masque ils cachent la terreur, la répression de classes, la perversion sociale »

Ces choix économiques mettent en danger la santé, la biodiversité., mais aussi les emplois et les conditions de travail. Quand les sols meurent, quand les ressources s'effondrent, ce sont les travailleuses et les travailleurs qui paient la facture.

Depuis une quinzaine d'années, la notion de « justice climatique » s'est imposée dans les revendications de la société au plan international. Mais il ne peut pas y avoir de justice climatique sans justice sociale.

D'autant plus, lorsque les 1 % les plus riches ont épuisé leur budget carbone de l'année dès le 10 janvier et les 0,1 % dès le 3 janvier.

Lorsque en 10 jours, les 1 % les plus riches émettent plus de CO2 que 66 % du reste de la planète.

La crise écologique se conjugue avec les crises sociale, économique, démocratique. Elles sont les conséquences d'un capitalisme mondialisé, incapable de répondre aux besoins des peuples et aux limites de la planète.

Pour augmenter les profits pour une minorité, il faut toujours davantage déréglementer, privatiser, précariser, casser les droits sociaux et la protection sociale, affaiblir les services publics et faire reculer les libertés.

Et lorsque les peuples résistent, lorsque les travailleuses et les travailleurs refusent de payer, le pouvoir économique cherche à contourner la démocratie, utilise la force et la violence pour mater les mobilisations.

Pourtant, l'histoire sociale nous apprend qu'aucun recul social n'est inéluctable dès lors que le monde du travail s'organise, se rassemble et lutte.

Face au soi-disant déficit, Il faudrait travailler plus et plus longtemps, accepter des pensions plus faibles, réduire les dépenses de santé, économiser sur les collectivités territoriales, supprimer des postes dans les services publics.

Le bilan final de la Macronie et de sa politique de l'offre approche à grand pas et en matière de pauvreté et d'inégalités, les chiffres publiés année après années sont à chaque fois plus impitoyables pour le locataire de l'Elysée.

C'est ainsi, selon l'INSEE, les 10 % des ménages possédant les patrimoines les plus élevés détiennent à eux seuls 48 % de l'ensemble du patrimoine brut, tandis que la moitié des ménages la moins dotée n'en détient que 7 %.

Entre 1998 et 2018, les 10 % les plus riches ont vu leur fortune augmenter de 77 %.

Quant à elles, les entreprises françaises du CAC 40 ont réalisé près de 96 milliards de profit en 2025 et rien que pour le premier semestre 2026, les bénéfices cumulés des entreprises de l'indice s'élève à 74,2 milliards d'euros.

Une commission d'enquête du Sénat a estimé qu'en 2023, les aides publiques aux entreprises représentaient au moins 211 milliards d'euros. Le Sénat précise lui-même qu'il s'agit d'un plancher et que toutes les aides ne sont pas comptabilisées.

Le taux d'impôt sur les sociétés qui est le principal impôt acquitté par les entreprises française en France est passé de 50 % en 1985 à 25 % en 2026. Il a été divisé par deux en une génération.

Le constat est impitoyable, du fric, il y'en a dans notre pays !

Oui l'injustice fiscale n'a jamais été aussi importante.

Gouvernement, sur gouvernement, l'on demande toujours plus de sacrifices au monde du travail, rien que pour 2027, Lecornu envisage une baisse de la dépense publique de 54 milliards, dont près de 6 Milliards sur le dos des retraités.es.

Le problème n'est donc pas le manque de richesses. Mais bien sa répartition et son utilisation.

C'est bien une question de classe.

Qui produit les richesses ? Qui les accapare ? Qui décide de leur utilisation ?

Voilà le débat que le capital voudrait faire disparaître derrière le discours permanent sur la dette et la fatalité économique.

Mes camarades, nous devons au contraire remettre cette question au cœur du débat politique et sociétal, d'autant plus à l'approche des élections présidentielles de 2027.

Cette bataille idéologique nous concerne directement.

Parce que depuis des années, les retraité-es sont régulièrement présenté-es comme un coût, une charge pour la société !

Comme s'ils et elles vivaient aux dépens des générations suivantes.

Comme si la retraite était une faveur accordée par la société.

Nous devons combattre cette idée avec force.

La pension de retraite n'est pas une allocation de charité. La retraite est un droit conquis !

Tout comme les autres branches de la Sécurité sociale, son financement est constitué par une part du salaire socialisé.

Elle résulte des cotisations versées durant toute une vie professionnelle et d'un choix fondamental de solidarité intergénérationnelle.

Non les retraité-es ne sont pas des nantis, les chiffres l'attestent !

Fin 2024, la France comptait 17,3 millions de retraité-es de droit direct.

En ajoutant les personnes ne percevant qu'une pension de réversion, près de 18,2 millions de personnes percevaient une pension. La pension moyenne brute de droit direct atteignait 1.705 euros par mois pour les personnes résidant en France.

Mais derrière cette moyenne se cachent des inégalités considérables.

Par exemple, la pension moyenne des femmes reste inférieure de 36 % à celle des hommes.

Et ce sont encore près de 800.000 personnes qui percevaient le minimum vieillesse, fin 2024. Parmi elles, plus d'une sur deux était une femme seule.

Selon l'INSEE, 1,6 million de retraité-es vivaient sous le seuil de pauvreté en 2024, soit 10,4 % des retraité-es vivant en logement ordinaire en France métropolitaine.

Concernant les retraité-es de la Fonction publique territoriales, affilié.ess à la CNRACL, la pension moyenne s'élève à 1.450 € par mois.

Le gel des retraites, la sous indexation prévue par le PLFSS 227 vont accentuer cette situation.

Soulignons que la désindexation est déjà en vigueur pour les retraites complémentaires de l'AGIR et de l'ARCO dont le montant a baissé de façon violente.

Le COR reconnaît que le pouvoir d'achat des retraité.es est déjà en baisse marquée depuis une dizaine d'année.

Dans le même temps, l'inflation a progressé en France de +2,4 % sur un an au mois d'août. Les prix du carburant et de l'alimentation ne cessent d'augmenter. Quant aux prix des fruits et légumes, ils flambent de +13 % rien que cet été et de 10 % sur un an.

Camarades, le patronat et le gouvernement ont déclaré les hostilités aux retraité.es ! Il nous faut riposter !

En fait, le patronat, le capital n'a jamais supporté qu'avec la sécurité sociale, chaque année, 640 Milliards d'euros lui échappent.

Et nous le disons clairement : nous refusons la guerre des générations.

Il n'y a pas d'un côté les jeunes, de l'autre les salarié.es, et encore ailleurs les retraité.es.

Nous appartenons au même monde : celui du travail, celui des masses laborieuses.

Lorsque les salaires, les rémunérations sont faibles aujourd'hui, les pensions seront faibles demain.

Lorsque l'emploi est précarisé aujourd'hui, les droits à retraite sont fragilisés demain.

Défendre les salaires des actif-ves, l'augmentation de la valeur du point d'indice, c'est défendre les pensions des futur-es retraité-es.

Défendre notre système de retraite, aujourd'hui, c'est défendre le droit à la retraite des générations suivantes.

Nous revendiquons une société dans laquelle la richesse produite collectivement doit permettre à chacune et chacun de vivre dignement, y compris lorsque l'âge ou la maladie ne permettent plus de travailler.

Voilà pourquoi notre place, notre rôle, comme retraité-es syndiqué-es CGT, reste essentielle.

Mes camarades, à cette crise sociale, écologique s'ajoute une crise politique.

Un danger politique majeur nous menace !

Les droites radicales, autoritaires et les extrêmes droites progressent dans de nombreux pays.

Trump est revenu à la Maison-Blanche en janvier 2025. Poutine continue d'opprimer le peuple Russe, Giorgia Meloni dirige toujours le gouvernement italien. Javier Milei poursuit en Argentine une politique revendiquant ouvertement la rupture avec l'État social et la dérégulation, tout comme le nouveau président de la Colombie, ceux de l'Équateur ou du Salvador.

Au Brésil, le fils Bolsonaro pourrait au soir du 2^{ème} tour des élections présidentielles devenir Président et sans oublier l'Allemagne avec la progression de l'AFD et tant d'autres démocraties illibérales.

Lorsque l'extrême droite est au pouvoir ce sont les droits sociaux, l'état de droit, la démocratie, les libertés individuelles et syndicales qui sont attaquées

En France, scrutin après scrutin l'extrême droite, augmente ses scores et cela doit nous alerter : aux élections européennes du 9 juin, la liste du Rassemblement national avait recueilli 31,37 % des suffrages exprimés, soit près de 7,8 millions de voix.

Lors des élections municipales du printemps dernier, l'extrême droite a conquis près de 100 communes supplémentaires : Nice, Carcassonne, la Seyne sur mer, Agde, Montargis, Lievin, sans compter un certain nombre de petites communes où l'extrême droite avancement maquée avec des listes sans étiquette.

Dans le même temps, elle conserve les communes conquises lors du scrutin de 2020, entre autres Perpignan, Béziers.

Nous connaissons les raisons de cette progression, de cet enracinement.

Ils se nourrissent du déclassement.

Des difficultés pour boucler les fins de mois, D'un salaire, d'une retraite, de mima sociaux qui ne permettent plus de vivre dignement, des services publics qui disparaissent, des territoires abandonnés, de la désertification médicale, de la désindustrialisation, de la précarité, l'injustice devant l'enrichissement d'une minorité.

Sans oublier la trahison d'une partie de la gauche !

L'extrême droite capte la colère légitime de nos concitoyens, mais elle la détourne.

En effet, au lieu de désigner le capital et ceux qui organisent les inégalités, elle désigne le migrant, le chômeur, le pauvre, le voisin d'origine étrangère, le fonctionnaire !

Elle oppose les salarié-es aux privé-es d'emploi, les actif-ves aux retraité-es, les fonctionnaires aux salariés du privé, les Français aux étrangers, les femmes aux hommes, les quartiers populaires aux territoires ruraux.

Elle transforme une colère de classe en colère identitaire et nationaliste !

Oui disons-le clairement une partie du patronat est en train de faire la courte échelle à l'extrême droite en la normalisant alors que l'enjeu est de tout faire pour empêcher son arrivée au pouvoir.

La dernière déclaration du patron du MEDEF considérant que la CGT et à la CFDT ne sont pas dans leur rôle en dénonçant l'importune sociale de l'extrême droit et en se mobilisant en est la parfaite illustration. **Honte à lui.**

Dans un sondage publié en d'août dernier, Marine Le Pen s'impose chez les retraités pour la première fois.

Nous ne le dirons jamais assez, l'extrême droite n'est pas une réponse aux politiques libérales, dont son essentiellement victimes les retraité.es. Elle en constitue au contraire une forme encore plus autoritaire.

Voilà pourquoi nous devons sans cesse marteler que l'extrême droite est l'ennemie du monde du travail, l'ennemie des actifs comme des retraité.es !

No passarem !

Lorsque les droits démocratiques, la liberté de la presse, l'état de droit, l'indépendance de la justice, les associations ou les organisations syndicales sont fragilisés, menacés, ce sont toujours les classes populaires qui perdent les premières leurs moyens de se défendre.

Cette offensive passe aussi par une bataille idéologique sans précédent.

Nous vivons une époque où les réseaux sociaux, certains grands médias et désormais l'intelligence artificielle peuvent être utilisés pour diffuser massivement des informations fausses, manipuler les émotions et fabriquer des boucs émissaires.

Le capital a toujours cherché à contrôler l'information. Les Bolloré, Stérin et consorts en investissant massivement dans les médias ne s'y sont pas trompés.

Aujourd'hui la puissance, la nuisance des médias dominants sont démultipliés.

On voudrait faire croire que tout se vaut.

Qu'un fait scientifique n'est qu'une opinion.

Que le réchauffement climatique serait une invention.

Que la lutte de classes est dépassée.

Que les inégalités entre les femmes et les hommes relèveraient d'une supposée « idéologie woke ».

Que le racisme pourrait être justifié au nom du « bon sens ».

Que les étrangers seraient responsables du manque de logements, des bas salaires ou du déficit de la Sécurité sociale.

Mais lorsque le débat public ne repose plus sur les faits, ce sont toujours les forces réactionnaires qui prospèrent, la démocratie qui s'affaiblit, l'état de droit menacé.

Mes camarades, notre syndicalisme a donc aussi une responsabilité, d'éducation populaire, de contribuer à la bataille des idées !

Faire connaître, expliquer, déconstruire les mensonges, remettre les intérêts de classe au centre du débat...

Crise sociale, écologiques, démocratique, nous assistons également à une crise géopolitique.

65 conflits impliquant au moins un État ont été recensés en 2023, le niveau le plus élevé depuis le début de leurs statistiques en 1946. Environ 244.600 personnes ont été tuées dans des violences organisées cette année-là.

Ukraine, Soudan, Palestine, République démocratique du Congo et tant d'autres populations paient un tribut humain terrible.

À Gaza et en Cisjordanie, nous continuons de dénoncer le génocide subi par le peuple palestinien.

Dans une tribune au journal le Monde, une centaine d'ex-ambassadeurs française et britanniques exhortent leur pays à agir.

Lors de l'assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général Antonio Guterres parle même du spectre d'un nettoyage ethnique en Cisjordanie occupée.

Pendant ce temps Macron toujours à la tribune de l'ONU dénonce l'inaction des pays mais dans le même temps autorise l'avion du criminel Netanyahu à survoler la France !

La multiplication des conflits fait l'affaire des marchands d'armes.

Les dépenses militaires mondiales ont atteint 2.900 milliards de dollars en 2025, dont 445 Milliards rien qu'au niveau européen et plus de 76 Milliards pour la France, soit un nouveau record et une progression de 41 % en dix ans.

Dans le même temps, les gouvernements nous expliquent qu'il n'y aurait plus d'argent pour combattre les injustices rendre la vie de nos concitoyenne et concitoyen meilleure, éradiquer la pauvreté...

Oui mes camarades nous sommes bien là face à un choix politique.

Les guerres, les persécutions, la pauvreté et les crises climatiques produisent des déplacements humains considérables.

À la fin de 2025, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estimait à 117,8 millions le nombre de personnes déplacées de force dans le monde.

Cela représente plus d'une personne sur 70 sur la planète.

Et contrairement aux fantasmes entretenus par l'extrême droite européenne, la grande majorité des personnes réfugiées ne viennent pas en Europe : 68 % sont accueillies dans des pays à revenu faible ou intermédiaire.

Nous devons le marteler : Les personnes qui fuient la guerre, la misère ou les persécutions et traverse la Méditerranée souvent au péril de leur vie, ne le font pas par choix, comme l'on pas pu encore malheureusement le voir en juillet dernier à Ceta, enclave espagnole située sur les côtes du Maroc.

Elles ne sont pas responsables de la fermeture des services publics.

Elles ne décident ni du montant du point d'indice, ni du niveau des pensions.

Elles n'organisent ni l'évasion fiscale, ni la distribution des dividendes.

Notre adversaire ne sera jamais, celui ou celle qui possède moins que nous. Notre adversaire est le système qui organise les inégalités et met les peuples en concurrence. Notre adversaire est bien le capitalisme et ses pourvoyeurs.

Oui mes camarades la CGT est internationaliste. Elle a toujours œuvré pour paix. Plus que jamais faisons vivre ces valeurs. C'est tout le sens de notre engagement syndical à la CSI, CES et pour notre Fédération à l'ISP et l'EPSU.

Pour combattre, le capitalisme en France et à travers le monde, nous devons construire et élever le rapport de force permettant d'obtenir satisfaction de nos revendications, nous devons être plus nombreux, plus mobilisés.

Pour notre Union fédérale des retraité·es, le sujet de la syndicalisation est central. Il sera au cœur des débats de notre conférence.

La continuité revendicative et syndicale ne peut pas un supplément d'âme de l'activité syndicale.

Elle doit être au contraire un enjeu prioritaire pour toute notre fédération, pour toute la CGT.

Les camarades partant à la retraite professionnelle sont pétris de convictions, disposent d'une connaissance extraordinaire, d'un savoir-faire syndical, d'une force militante. Nous ne pouvons pas accepter de perdre cette richesse.

Nous devons collectivement être capables de donner à chaque retraité·e une place dans la CGT, une activité, une utilité militante et des perspectives de lutte.

Une CGT forte chez les retraité·es renforce toute la CGT.

Depuis notre dernière conférence en 2022, le nombre de syndiqué·es n'a eu de cesse de progresser et dépasse les 6.000 adhérent·es, affilié·es à notre UFR.

Cette progression est encourageante, doit être saluée.

J'en profite pour remercier tous les camarades qui ont contribué à ce résultat et en premier, vous toutes et tous ici réuni·es à Mimizan pour notre 14^{ème} Conférence de notre UFR.

Mais nous devons passer à la vitesse supérieure. Sur ce sujet également, nous aurons l'occasion d'y revenir pendant la conférence.

Pour terminer, j'en viens notre UFR.

Durant ces quatre dernières années, la direction de l'UFR, la Commission nationale, le Bureau, les Référents CSD n'ont eu de cesse d'œuvrer au rayonnement de notre Union fédérale, d'impulser la mise en œuvre des décisions adoptées lors de la 13^{ème} Conférence, d'alimenter la bataille des idées, de contribuer à la réussite des mobilisations, de développer la syndicalisation et la continuité revendicative et syndicale.

Tout cela n'aurait pas été possible sans l'engagement, la détermination, le volontarisme des camarades que je remercie infiniment, mais également sans le soutien de la Direction de notre fédération et celle de l'UCR que je tiens à saluer en la personne de Natacha Pommet, Secrétaire générale de notre fédération et en celle de Cathy CAU que j'excuse malade, Secrétaire générale de l'UCR.

Je ne doute pas qu'à l'issue des trois jours de débats riches, passionnés et passionnants, nous clôturerons cette conférence avec une feuille de route qui nous invite à amplifier notre détermination, nos mobilisations : pour défendre notre système de retraite par répartition à prestation définie, la CNRACL et son fond d'action sociale, la revalorisation des pensions de retraite, l'égalité entre les femmes et les hommes, pour une Sécurité sociale intégrale, solidaire et financée par les cotisations sociales pour les Services publics, la place des retraité·es dans la société et dans la CGT.

Sans oublier, notre investissement dans la campagne pour les élections professionnelles et CNRACL de décembre prochain et la réussite de la mobilisation du 14/10, du 6/11 et la manifestation nationale de retraités du 19 novembre.

Il y'a un mot qui m'exalte, un mot que je n'ai jamais entendu sans ressentir un grand frisson, un grand espoir, le plus grand, celui de vaincre les puissances de ruine ou de mort qui accablent les hommes. Ce mot c'est : fraternisation – Paul Éluard.

Je vous remercie,

Bonne conférence,

Vive l'UFR des Services publics,

Vive la CGT.